

DES PATRONS REPENSENT L'ENTREPRISE

Pour sortir de l'impasse économique, sociale et environnementale, l'entreprise doit se réinventer.

De nombreux patrons l'ont compris. A la tête de leur firme, petite ou grande, ils tentent de dépasser l'obsession de la performance économique, la dérive d'une vision à court terme et la course à la rentabilité. Chacun à son niveau innove. Ils repensent l'organisation de leur entreprise, favorisent la diversité de leurs équipes, donnent plus de responsabilités à leurs salariés, travaillent à rendre leur activité plus écologique....

Ils avancent seuls ou en groupe. A l'instar de ces 300 patrons bretons réunis au sein de l'association « Produit en Bretagne ». « Comment dynamiser le territoire et pérenniser l'emploi régional ? », s'interrogent-ils dès 1993. « En associant la promotion de nos savoir-faire à des valeurs de solidarité, de respect de l'homme et de l'environnement », explique Malo Bouëssel du Bourg, directeur de l'association. Une démarche concrétisée par la création du label « Produit en Bretagne », qui est apposé sur des biens manufacturés et des services, après un audit rigoureux. « En choisissant ces produits, le consommateur participe au maintien de l'emploi local », précise-t-il. L'initiative, réactivée par la crise, a ainsi donné un nouvel élan à de nombreuses entreprises bretonnes.

Milton Friedman peut aller se rhabiller. L'économiste néolibéral américain qui martelait que « la seule responsabilité de l'entreprise est de maximiser le profil pour ses actionnaires » n'est plus au goût du jour. Désormais l'entreprise se conçoit comme implantée dans un environnement, en relation avec la société. Ces idées ne sont pas l'apanage d'une poignée d'idéalistes. Le centre des jeunes dirigeants (CDJ) en a fait sa ligne de conduite depuis déjà trente ans. « Une entreprise ne se développe pas dans le désert, elle s'inscrit dans un écosystème, précise son président Christophe Praud l'entreprise fait vivre des familles, la cité. Elle se situe sur un territoire aux ressources limitées, dans une ville dont elle utilise les infrastructures.... » Le Medef lui-même s'est doté d'un comité sur le sujet. A l'instar du laboratoire d'idées entrepreneurs d'avenir, il faut en conclure que « l'acte d'entreprendre ne peut être envisagé en dehors d'une démarche conciliant l'humain, l'environnement, la société et le marché. L'entreprise ne peut pas être une simple machine à fric. »

Les grands experts du management se sont emparés du sujet et l'ont formalisé sous le nom de responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise ou RSE.

La RSE, ou développement durable appliqué à l'entreprise, s'impose alors comme « la prise en compte des conséquences et des impacts de l'activité économique des entreprises sur l'environnement et sur la société. La RSE doit imprégner tous nos métiers et toutes nos décisions : de la gouvernance aux achats en passant par la logistique. C'est une nouvelle façon de penser.

Cette démarche est un gage de compétitivité, de valorisation et de pérennité pour les entreprises, expliquent Christophe Praud et Jérôme Lefèvre. Certaines pratiques vertueuses permettent de faire des économies : engager un bilan carbone est coûteux mais se révèle bénéfique à moyen terme, veiller au bien-être de ses collaborateurs améliore la productivité...

En réalité, l'enjeu n'est pas de savoir si la RSE est utile ou non à l'entreprise, mais d'assurer la pérennité de la planète. Si nous continuons à détruire l'écosystème et la cohésion sociale nous courrons à notre perte. »

Plus profondément la RSE signe la fin du modèle actionnarial qui a triomphé ces dernières années, et interroge l'entreprise dans sa raison d'être et ses missions. « Il y a dans ce mouvement quelque chose qui remet en cause les rapports des firmes à la société, analyse Michel Capron. La RSE pourrait ainsi conduire à l'émergence d'un nouveau modèle qui ne donnerait plus la primauté à l'actionnaire et qui intégrerait les acteurs extérieurs : consommateurs, fournisseurs, organisations de la société civile, dans son fonctionnement. »

« Il nous faut démontrer aux entrepreneurs que s'engager dans une démarche de responsabilité est source de rentabilité et qu'à l'inverse chercher la rentabilité sans l'accompagner de la responsabilité ne peut qu'aggraver la situation actuelle. »

« L'entreprise sociale est une réponse efficace aux dysfonctionnements de l'économie de marché qui assimile la maximisation du bien-être économique au bien-être social et un moyen de pallier les défaillances de l'état providence. »

« L'entreprise sociale refuse la recherche de profit pur et simple sans pour autant nier l'impératif de rentabilité. Et pourrait être, à ce titre, un exemple à suivre pour l'ensemble des acteurs économiques. »